



Cahiers Economiques et Sociaux

INSTITUT DE RECHERCHES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
(I.R.E.S.)

SOUS-DEVELOPPEMENT

Quelques aspects culturels
en Afrique

Vol. XVII
n° 4

Décembre 1979

PRESSES UNIVERSITAIRES DU ZAIRE
Rectorat – Kinshasa

Faculté des Sciences Economiques

S O M M A I R E

A r t i c l e s

Reginald Herbold Green

L'Economie Politique de Desintégration, de Développement du
Sous-Développement et de Développement : Quelques Réflexions 509

KALAMBAY LUMPUNGU

Causes du Sous-Développement du Droit Civil Zaïrois 538

NGOMA - BINDA

L'Afrique face aux "Multinationales Culturelles" Pour l'Authenticité 572

MUTANDA NTUMBA

Langues Africaines et Développement National 592

L i v r e

NGOMA - BINDA

Intégralisme : Voie qui mène au Bonheur ? 610

A n n o n c e 617

**L'ECONOMIE POLITIQUE DE DESINTEGRATION,
DE DEVELOPPEMENT DU SOUS-DEVELOPPEMENT ET
DE DEVELOPPEMENT :**

Quelques Réflexions.

Par

Reginald Herbold Green.

Et l'action véritable c'est la liberté
Vir-à-vis du futur tout comme du passé.
Pour la plupart d'entre nous, c'est cela l'objectif
Impossible à réaliser ici-bas,
Nous qui ne sommes point vaincus
Que parce que nous avons toujours essayé (d'agir)
Nous, enfin, qui sommes satisfaits
Si notre retour temporel alimente
La vie d'une terre à laquelle on tient. (T.S. Eliot).

1. LA NATURE DE L'ECONOMIE POLITIQUE.

Dans son ouvrage intitulé *Richesses des Nations*, Adam Smith met l'accent sur le fait qu'aucune nation ne peut être grande et prospère si la plupart de ses habitants sont pauvres et malheureux. C'est là un principe accepté par tous en ce qui concerne les systèmes des économies socialiste et capitaliste. C'est aussi celui qui est trop souvent oublié — et pas dans une moindre mesure — , par des économistes aux connaissances techniques sophistiquées et par les administrateurs du développement.

L'économie politique est, ou devrait être appliquée aux êtres humains et à leurs rapports dans la production, la circulation et la distribution des biens. Si elle se détache de ces facteurs, en refusant de les considérer comme sa finalité et son objet, et leur bien-être comme sa raison d'être, alors, l'économie (politique) prise comme une discipline, comme un corps pensant devient improductive, peu importe la grande utilité de certaines de ses techniques spécifiques.

L'économie politique est apparue comme une science de la morale, non pas comme une science de la technique comme telle. Elle s'efforce de se défaire de cette double nature, ce qui est un danger pour elle. Lorsque l'économie politique (ainsi que les connaisseurs en économie politique) se met au service de ceux qui méconnaissent la valeur de l'être humain, et dont les seules préoccupations sont celles dépendant de leur puissance égoïste et de leur profit, ou de quelque mode inhumain de production ou d'équilibre fiscal, elle se transforme en poison.

2. LES ECONOMIES POLITIQUES – TROIS MODELES.

Si nous utilisons ce modèle, nous pouvons distinguer trois sortes d'économies politiques nationales ou territoriales. Ce sont :

1. celles qui sont en voie de désintégration;
2. celles en voie de développement du sous-développement ou de développement dépendant;
3. celles enfin qui sont en voie de développement.

Chacune d'elles possède certaines grandes caractéristiques semblables à celles de l'économie, de la société et de l'Etat ainsi que leurs cours de changement.

2.1. En voie de désintégration.

L'économie stagne et régresse dans la plupart des cas. Les biens de première nécessité se font rares, bien que les articles de luxe et les armements (qui sont, pour l'élite nécessités et forces de "sécurité") puissent être plus facilement disponibles. S'il y a des exceptions, celles-ci sont des enclaves, des îles actives ayant des liens avec l'étranger et non avec l'économie considérée comme un tout.

Des enclaves de ce genre — par exemple dans le domaine des mines — pourraient prospérer mais n'apportent aucun soutien au reste de l'économie ou à la grande majorité des travailleurs et des paysans.

La société se désagrège et se détériore. La vie se caractérise par une lutte plus brutale que jamais pour la survie et une recherche plus que jamais ouverte du moi. L'employé dont le salaire ne sera pas assez élevé pour assurer à sa famille assez de nourriture et lui éviter la famine va se laisser corrompre; les chômeurs des bidonvilles vont, par nécessité, voler, les intellectuels locaux, et leurs amis étrangers vont exiger de plus grosses sommes pour se laisser soudoyer et voleront plus. Cela par cupidité et à cause de la peur qu'ils éprouvent pour l'avenir.

L'Etat manque de crédit et de légitimité. Peu de gens croient quelque peu en sa capacité de leur procurer du travail au moment présent, ou d'assurer leur existence pour l'avenir. De même, peu de personnes le (Etat) considèrent comme étant basé sur des principes qui dépassent la simple force.

Les seuls partisans du régime sont des agents d'infortune, soit des fraudeurs nationaux, soit, sur une plus grande échelle, des bandes d'hommes de main étrangers; ajouté à ceux-là ceux qui sont au pouvoir et qui considèrent leur position comme un moyen d'assurer leur profit personnel. On peut résumer à peu près le sens et l'essence de cette économie politique d'après ces mots tirés de *Meurtre dans la Cathédrale*, de Eliot :

Douce et affadissante, se répand,
Dans l'air sombre, l'odeur étouffante du désespoir;
Les fourmes apparaissent dans l'air sombre;
Ronronnement du léopard, bruit sourd de pas d'un ours;
Caresse de la main d'un gros singe gesticulant, hyène trapue
Attendant l'occasion de rire, rire, rire. C'est ici que résident les Seigneurs de l'Enfer.

Il y a autant d'économies (politiques) qu'il y a des Etats. L'Uganda d'Idi Amin Dada, la Rhodésie de Smith, la Guinée Equatoriale de Nguema, la Namibie de Viljoen et des forces d'occupation, l'Empire Centrafricain de

Bokassa, le Kampuchea de Pol-Pot, le Nicaragua des Somoza, et bien d'autres pays en Afrique et dans les autres continents.

2.2. En voie de développement du sous-développement ou de développement dépendant.

Les économies (politiques) en voie de développement du sous-développement ou de développement dépendant possèdent en quelque sorte des caractéristiques différentes. Elles constituent une collection diversifiée d'économies foncières qui sont reconnues comme imparfaites. Cependant, la voie qui mène de la mise en valeur de style purement néo-coloniale à une forme un peu plus nationale — quoique encore visiblement dépendante — semble être d'un usage tout à fait général, comme au Kenya et en Côte d'Ivoire. Elle peut continuer à s'appliquer à un genre de partenaire dépendant plus jeune (exemple Singapour et le Brésil) qui, quelles que soient les structures qu'il pourrait adopter, reste tout à fait différent du pur système économique colonial ou des variantes de la mise en valeur néo-coloniale.

L'économie progresse réellement. Sa croissance touche de façon sérieuse les secteurs autres que la production pour l'exportation, l'importation, la répartition des services et l'administration de l'Etat. La dépendance persiste, eu égard particulièrement à la technologie et aux réductions des importations et des exportations. Mais il y a quelque chose qu'on peut raisonnablement appeler une économie nationale et non pas, simplement, une plantation ou des enclaves d'une économie d'outre-mer.

Les inégalités sont frappantes et augmentent. De grandes portions de la population sont écartées ou défavorisées; des ouvriers et paysans organisés sont exploités. Mais de nombreuses sous-classes de travailleurs, de paysans, de techniciens et de fonctionnaires d'un niveau moyen font des bénéfices. La croissance (économique) est sujette à des revers de fortune, car ses instigateurs principaux sont les exportations basées sur la demande étrangère, sa capacité d'importer du carburant. Mais les revers de fortune pèsent sur toutes les classes, non seulement sur les pauvres mais aussi — plus spécialement — bien que concernés, sur les agents et les rapaces porte-malheurs qui tirent profit de l'infortune de toute l'économie (politique) et qui ne sont pas majoritaires (ni considérés comme dignes de louanges, ou même comme acceptables).

L'inégalité économique va de pair avec la désintégration du progrès social — par classes, sous-classes, formation sociale et par régions. Ces nouvelles communautés — classes fragmentées ont des systèmes politiques et économiques très différents et, partant, des différentes capacités à protéger et à promouvoir leurs intérêts. Le nombre de ceux qui sont en marge de la société et des désespérés est susceptible de grossir totalement, mais pas d'une façon nécessairement proportionnelle à la population. En même temps un nombre croissant et tout un tas de groupes acquièrent assez de puissance pour gagner ce qu'ils entrevoient comme une position privilégiée assurant leur succès sur l'échelle de la compétition, ou un jalon dans le système.

L'Etat tourne. A cause de sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, et aussi à cause de l'inégalité et du morcellement il a souvent tendance à user de répression pour maintenir les exploités dans une position inférieure, et les indésirables hors classe. Ceci est surtout vrai, soit dans le cas où l'économie (politique) souffre d'une très basse moyenne de productivité, soit lorsque les autorités de la législation constatent, au sein de l'équipe dirigeante, des défaillances jugées critiques pour le maintien de leur système de développement.

Mais l'Etat procure aussi la loi, l'ordre et la stabilité dans un sens conçu comme plus large que la répression. Ses forces de sécurité ne sont pas constituées par des bandits incontrôlés. De même, bien que l'accès crée des inégalités, il rend des services, comme l'éducation, les soins médicaux, l'eau, les routes, l'extension de l'agriculture, l'énergie, le commerce, qui profite à une grande partie de la population. Ses agents (fonctionnaires) sont plus ou moins bien payés, mais, à cause de cela, ils poussent la besogne et ils ont la capacité d'être fiers en agissant ainsi.

L'Etat est perçu, du moins dans un certain sens, comme légitime et crédible par la plupart des classes, sous-classes et des individus. Cette considération caractérise la plupart des antagonistes des autorités en place aussi bien que leurs partisans. Et ceux-ci possèdent une importante coalition constituée à la fois de classes inférieures locales et de partisans de l'extérieur.

Il y a plusieurs économies (politiques) dans ce groupe — disons de la Haute-Volta à la Corée du Sud en terme de développement structurel, du

Sénégal à Singapour en termes de récent succès sur cette voie du changement.

La dernière aptitude du développement dépendant repose, pour appliquer de façon plus générale un commentaire de Marcelle Kooy au sujet de la Namibie, sur l'admission ou le rejet d'un système basé sur une position on ne peut plus prolétarienne, sur des revenus différentiels basés sur les différences de couleurs (de culture ou d'histoire coloniale), ainsi que sur le dernier pouvoir unilatéral des affaires détenu par les économies (politiques) pratiquées par les dirigeants.

2.3. En voie de développement.

Rappelons une fois de plus que les économies (politiques) ne sont en rien identiques: le Mozambique n'a pas le même système économique que la Tanzanie, et ces deux pays diffèrent beaucoup de l'Algérie sur ce plan. Mais, encore une fois disons qu'il y a des caractéristiques qui sont visiblement différentes de la catégorie précédente.

L'économie progresse, et elle le fait dans un style qui consiste à chercher à réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. L'intégration de l'économie nationale augmente et plus, la croissance dynamique est d'ordre interne et moins sujet à des impulsions extérieures.

L'inégalité est contenue, et souvent réduite; les grands groupes de paysans et d'ouvriers accomplissent la croissance des niveaux du revenu individuel et de l'accès aux postes de travail.

A cause d'une dépendance persistante sur le plan technique et sur celui des biens de première nécessité, les échanges extérieurs restent une contrainte critique, une contrainte qui peut causer des retards. Lorsque ces retards apparaissent le fardeau est partagé: dans plusieurs cas ceux-là qui possèdent le plus perdent plus, exemple: les gages minimum et l'augmentation du prix des biens agricoles sont maintenus sur une large échelle, mais pas les salaires.

La société est caractérisée par une recherche raisonnable de nouvelles formes en partie issues des traditions mêmes de la culture, et en partie des

idées importées et adaptées au nouveau contexte. Il y a là un sens aigu de nationalisme et d'objectif national. Il y a des dissidents, des divisions comprenant, parmi les classes inférieures soutenant de façon solide l'Etat et le cours du développement, des perdants aigris qui avaient été riches ou avaient espéré le devenir, ainsi que de puissantes élites.

De même l'indépendance, sous des noms variés n'est pas un slogan, mais plutôt un principe agissant auquel on croit, et qui du moins est en partie internationalisé. Ceci est vrai à différents niveaux, de quelques villages, des environs des centres urbains, des lieux de travail des technocrates jusqu'aux législateurs nationaux. La réduction de la dépendance est conçue non pas comme une opération automatique ou facile, mais plutôt comme quelque chose de possible.

La participation existe dans au moins trois sens. L'emploi ou l'occupation personnelle, assez profitables et assez bien payés pour permettre l'acquisition des biens de consommation de base pour un ménage sont considérés comme un droit; ils sont des réalités pour la plupart des gens, et un but politique pour lequel des sommes sont allouées. La communauté de base (voisinage, village), les décisions d'union politique et sociale impliquent et sont dans une certaine mesure contrôlées par la majorité des plus pauvres ouvriers et paysans. Plusieurs tentatives — dont les effets varient — sont menées en vue de créer une participation efficace dans les lieux de travail (p. ex. les conseils des travailleurs), assurer que les processus gouvernementaux et politiques au niveau régional ou national deviennent plus accessibles et plus responsables vis-à-vis des masses populaires.

L'Etat est conçu dans une grande mesure comme un tout légitime auquel on peut se fier, et qui est capable de réaliser des choses valables; il est limité par des contraintes réelles ou des erreurs rémédiabiles, et non pas par une volonté foncièrement mauvaise, par l'incapacité ou par l'aliénation. Une tendance à la répression persiste, particulièrement en ce qui concerne les tentatives apparentes d'organiser la chute de l'Etat ou des critiques considérées (ce qui n'est pas toujours juste) comme des ennemis implacables. Ces Etats ainsi que leurs systèmes d'économies (politiques) sont fragiles, car ils croient en leur voie de développement qu'ils (peuples et dirigeants)

désirent faire survivre. La révolution et la lutte ne sont point une partie de plaisir.

3. CONTINUITE ET CHANGEMENT.

Toute division par trois est en quelque sorte arbitraire. Certains thèmes seront traités en profondeur, d'autres seront mis de côté. La question qu'on se pose consiste à savoir si la division procure ou non des considérations utiles sur certains aspects de la réalité.

Il y aura toujours, à quelque moment que ce soit, de ces systèmes d'économie (politique) dont il est difficile de déterminer la catégorie: l'Ethiopie est-elle aujourd'hui en voie de développement ou en voie de désintégration? Madagascar est-il engagé dans une voie d'indépendance autonome ou dans une variante plus élevée, moins néo-coloniale d'indépendance sur le plan du développement? Mais cela n'est, en soi, qu'un aperçu. Dans ces cas il y a de réelles contradictions sans solutions, de réelles possibilités immédiates de mouvement tout au long de voies dont la divergence est importante. Ce ne sont pas là des cas limites mais bien des situations profondément ambiguës.

De même, les systèmes d'économie (politique) peuvent et se déplacent réellement d'une voie à une autre. Des coups venus de l'extérieur peuvent les pousser vers le processus de désintégration. La Zambie est aujourd'hui ruinée par les prix du cuivre, et la Rhodésie est engagée dans une lutte désespérée pour éviter de s'engouffrer dans la voie de désintégration. En 1974, lorsque la grande sécheresse se déclara et que les prix du carburant montèrent en flèche, la Tanzanie devait soutenir une lutte pleine de menaces pendant trois ans pour se maintenir sur la voie de développement. Le prix qu'a coûté l'expulsion des envahisseurs envoyés par Amin et le soutien apporté à la libération de l'Ouganda ont une fois de plus poussé la Tanzanie à un point où seul son accomplissement de 1974 - 1977, son sens aigu d'unité et d'objectif nationaux ainsi que la conviction qu'ont les Tanzaniens de pouvoir vaincre sur tous les plans donnent droit à l'optimisme (une politique économique dépendante en voie de développement pourrait certainement être poussée vers une stagnation perpétuelle, ou même pire) comme dans le Ghana des quinze dernières années.

La corruption internationale des dirigeants peut avoir le même résultat. Le dicton de Lord Acton: "Le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt totalement" peut être trop impétueux. Mais, souvent le pouvoir, avec le besoin qu'on éprouve de l'exercer pour faire valoir des choix audacieux, corrompt sérieusement. Ceci est particulièrement vrai pour ceux dont la situation est en partie assurée et soutenue dans une mesure par des protecteurs extérieurs.

D'autre part, un succès partiel dans le cadre du développement dépendant, combiné à la réalisation partielle de ses limites peut provoquer un changement de position d'une transition à l'égard d'un développement autonome. La Déclaration d'Arusha, faite en 1967 (et l'action découlant de la décision qu'elle représentait) était un exemple. Durant les années 1961-66 l'économie politique de la Tanzanie avait progressé plus rapidement que jamais auparavant, et ainsi elle avait dévoilé les coûts dans la dépendance et l'inégalité de la mise en valeur de façon humaine.

La division ne suit pas, du moins pas de façon visible, une ligne de division capitaliste/socialiste. Il peut se poser une petite question consistant en ceci que les économies politiques socialistes, ou la transition au socialisme pourraient et peuvent figurer dans l'une ou l'autre classe, même en dépit du fait que leur objectif soit le développement autonome. Le Kampuchea était en voie de morcellement sous Pol Pot (de même que sous Lon Nol); Il y a de véritables et sérieux aspects de développement dépendant dans l'expérience faite par Cuba (ou la Bulgarie), comme le constatent des Cubains loyaux.

Le véritable point de discussion — en Afrique pendant le dernier quart du 20ème siècle — consiste à savoir si la voie de développement est possible pour une économie politique de tendance capitaliste. Si la réponse est négative, le Kenya et la Côte d'Ivoire peuvent tendre vers des niveaux plus élevés de productivité, vers des voies de développement dépendant plus compliquées, mais pas plus loin:

Cependant, il nous faut soulever deux points. Le premier est que les réalités du Kenya et de la Côte d'Ivoire (et aussi pour beaucoup d'ouvriers et

de paysans) sont tout à fait différentes, sous des aspects fondamentaux, de celles de l'Uganda d'Amin, de celles de la Namibie occupée par l'Afrique du Sud et de celles de l'Empire de Bokassa. Le second consiste à savoir si une avance sur la voie du développement dépendant favorise ou complique un changement sur le plan du développement autonome — en réalité cela dépend probablement de facteurs spécifiquement contextuels ou conjoncturels.

Je ne m'érige pas en défenseur du capitalisme en avançant cela. Je ne crois pas que le capitalisme en Afrique est ou peut être considéré comme "capitalisme africain". Les liens les plus anciens et les amitiés les plus profondes que j'entretiens avec l'Afrique sont celles qui m'attachent à la Tanzanie et à la Swapo de la Namibie. Mais, de même que je ne crois pas que le morcellement et le développement dépendant soient la même chose, de même je ne suis pas d'avis que l'accomplissement du dernier (développement dépendant) soit toujours, ou nécessairement, contre les intérêts de la classe (ou de l'individu) des travailleurs ou des paysans.

Le socialisme marxiste n'affirme pas que, toujours et partout le capitalisme est incapable de mener vers des niveaux élevés des forces de production, à des structures de politique économique plus avancées sur le plan national; il n'augmente pas non plus la consommation du prolétariat, bien au contraire. C'est Lénine qui argua qu'un développement plus poussé — un stade plus avancé du capitalisme — était digne qu'on combattit pour lui, quand on le considérait sous l'angle du prolétariat, car il pourrait être profitable aux travailleurs et aux paysans dans un temps présent et établir des fondations plus solides pour les forces de production, cela en vue de la transition au socialisme dans l'avenir. Le socialisme n'est pas non plus — ou du moins les modèles de n'importe quel économie politique à tendance socialiste du moment ou des Etats — toute la réponse. La réduction de la dépendance, les besoins des masses populaires, la réalisation du génie ouvrier et la participation des paysans aux décisions et à l'imposition de la discipline aux employés et dirigeants, tout cela exige du temps, des efforts, de l'expérience, quel que soit le mode de production appliqué.

4. LES FONDEMENTS DU SOUS DEVELOPPEMENT.

Le sous-développement est une situation, un état de choses, il est aussi, et de façon plus critique, un processus. Ces deux significations, allant de pair, mais en rien identiques doivent être issues de l'imagination au cours d'un effort fourni pour découvrir les racines du sous-développement.

Trois séries importantes d'explications sont avancées: la pauvreté, le contexte global et les structures domestiques.

L'insuffisance (*imperfection*) des forces de production est certainement chose réelle. Quel que soit le potentiel de leurs ressources, la plupart — pas toutes — des économies politiques sous-développées ont de bas niveaux de revenus par habitant. Elles ont de bas niveaux de surplus disponibles pour les investissements destinés aux hommes (par exemple pour la santé, l'éducation, l'extension agricole), ou alors elles les possèdent en quantités limitées. Les capacités humaines ainsi que celles des institutions, celles particulièrement qui pourraient permettre la création et l'adaptation des connaissances sont d'un niveau bas.

Tout ceci est assez vrai au niveau de la description statique. Il est clair que cela a été vrai à différents moments dans le passé des économies politiques qui sont aujourd'hui considérées comme développées. En bref, ce n'est pas là une explication causale ou appliquée à un processus: elle ne nous apprend pas ce qui a permis la continuité du sous-développement, ou son changement sans qu'on n'en arrive à bout.

Les explications dans un *contexte global (dependencia)* s'efforcent réellement d'avoir un caractère causal dans l'orientation de la nature et du processus. C'est précisément le titre *Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique* de l'ouvrage de Walter Rodney qui nous le fait savoir.

On commence par la mainmise européenne et ses conséquences: destruction, pillage, traite des esclaves, accumulation grossière, loi coloniale et destruction dans le Tiers-Monde de la capacité de changement autonome.

La vague continuelle du surplus (de population) des environs vers le centre — pas dans l'autre sens — est accentuée. Il en est de même pour les objectifs, les pratiques et le pouvoir des corporations multinationales, l'usage coercitif de l'aide, de la destabilisation et des forces de frappe militaires. On note en particulier que la connaissance (haute et moyenne technologie) et les institutions financières (même si elles ne leur procure pas les fonds) demeurent aussi centralisées que jamais, ou du moins elles restent comme en dehors du territoire et du contrôle des économies politiques périphériques. C'est pourquoi la capacité de reproduire et de développer se tient aussi en dehors de leur prise et l'échange avec l'extérieur — les prix et l'accès aux marchés étant contrôlés à partir du centre — les lie de façon dépendante avec des chaînes aussi réelles que celles qui liaient les constructions du premier chemin de fer du Zaïre sous le régime pillard et d'accumulation grossière de Léopoldville.

Ce tas d'explications est sûrement en partie fondée. Si elles étaient toutes vraies, l'unique chose à faire serait alors d'attendre les révolutions au centre (et l'avènement dans ce centre, non seulement d'Etats socialistes, mais aussi d'un gouvernement socialiste à l'échelle mondiale). Bien plus, si elles étaient toutes vraies, il serait difficile d'expliquer les divergences que l'on peut observer: le Kenya n'est pas l'Uganda d'Amin; Madagascar est tout à fait différent de l'île Maurice; les divergences sont frappantes entre le Maroc et l'Algérie, et la Tanzanie est un Etat qui n'a rien de commun avec la Zambie.

Certains degrés de liberté, une certaine salle de manoeuvre demeurent accessibles. La dépendance et les contraintes extérieures sont réelles mais ne signifient pas tout.

Les explications du *contexte national (structuraliste)* incluent des relations externes de politique économique — toute approche du sous-développement qui ne le fait pas, en tant que processus est incomplète de façon risible — mais les considèrent comme étant sujet à des changements autonomes à partir du sein de l'économie politique dépendante.

“Produire ce qu’on ne consomme pas et consommer ce qu’on ne produit pas” est la seule phrase qui résume le côté économique du structuralisme. Son inverse est la production d’un tas de principales lignes de demande domestique et l’usage d’un tas de principales lignes de production domestique, une structure qui existe réellement au centre des économies politiques de tendances capitaliste et socialiste.

La même description causale est appliquée à la structure des institutions, de la connaissance, des communications, p. ex. l’usage des modèles importés qui ne sont ni appropriés au contexte ni internationalisés, et qui, de ce fait exigent des importations sur le plan de la connaissance, des idées ou sur le plan individuel. Il en est de même également des remèdes, à propos desquels il y a un mouvement vers la maintenance de l’autonomie, l’adaptation et la création.

Les structures de classe, de distribution et de participation sont souvent renforcées de façon semblable, ou plus profondément. Le tableau du colporteur et de la suprématie néo-coloniale du comprador petite bourgeoisie, brossé par Franz Fanon est un exemple de cette critique dans sa plus grande rigidité. Encore une fois, disons que cette série d’analyses est visiblement vraie, mais doublement partielle. D’abord elle a une tendance périodique à être économistique, à faire trop peu attention à la société et à l’Etat en tant qu’institutions qui sont en partie séparées, et enfin à influencer le mode et les stades de production. Ensuite elle est trop prête à oublier que les contextes extérieurs qui ont forgé les déformations structurelles actuelles, alors qu’elle ne les en empêchait pas, contraignent la nature, la rapidité et les limites des changements autonomes sur, dans et par les économies politiques périphériques.

5. FORCES DE CHANGEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT.

Comme c’est le cas pour les explications fournies au sujet du sous-développement, la plupart des analyses des forces tendant vers, ou qui peuvent être mobilisées pour une transition au développement sont partiales. On éprouve le besoin de constituer comme un ensemble — d’établir des approches intégrales — mais de les établir en rapport avec des endroits spécifiques, avec les gens et les systèmes d’économie politique.

Ceci n'est pas un refus de la valeur de l'analyse générale, mais un avertissement quant à ses limites. Aucune théorie générale portant sur le développement de la politique économique n'est, ou ne peut être disponible pour l'importation et une application facile. Les idées et les concepts restent vivants dans le contexte d'éventuels et uniques corrélats objectifs. Tout au moins leur forme et leurs détails doivent varier d'un tel corrélat objectif à un autre.

Nous pouvons une fois de plus identifier trois approches générales ou trois points de départ: élever le niveau des moyens de production, changer la procédure de distribution, changer le mode de production.

5.1. Elever le niveau des moyens de production.

Ceci constitue, de façon évidente, une partie normale de la réponse, une condition nécessaire. Toutes les finalités, qu'elles soient d'ordre économique ou non exigent des ressources véritables; du moins certaines ressources sont toujours moins abondantes que la quantité nécessaire.

Mais ceci s'adresse plutôt aux questions réelles. Quelles forces de production en particulier? Que produisent-elles? Au profit de qui? Qui en a décidé? Même si elles ne concernent que des terrains exploités pour la survie et le maintien du succès économique, ces questions méritent d'être posées: sous le règne du Shah, l'Iran dressa en un temps record des forces de production, créa une vaste caste matérialiste de la classe moyenne, construisit une machine militaire en apparence fantastique et fut ruiné en grande partie par cette même classe moyenne qu'il créa, cela avec les forces armées qui refusèrent notamment de combattre pour défendre le pays.

Les moyens de production justifient les résultats obtenus. Il est dangereux de prendre en considération les finalités. La création et la répartition des moyens de production influent sur les gens — sur le plan matériel et autres — ce que l'analyse économique tend beaucoup à leur soustraire comme difficultés mineures ou de second rang.

5.2. *Changer la procédure de distribution* constitue aussi une réponse, partielle celle-ci. Il est certain qu'un modèle historique de

développement — sous les Tsars Ivan et Pierre ainsi que sous Staline et sous Mohammed Ali en Egypte — se doit de créer une économie (impliquant, et effectivement centrée sur une puissante industrie) destinée à accroître au maximum l'indépendance des capacités militaires. Si nous nous référons aux dernières transitions du 20ème siècle à la voie de développement, nous constatons qu'un modèle plus pertinent donne priorité aux nécessités humaines de base (personnelles, communes, d'emploi, de participation, institutionnelles) concernant les principaux corps de travailleurs ou de paysans.

Ici également les petites (courtes) réponses sollicitent de véritables questions. Comment change-t-on l'équilibre de distribution ? Comment la production et la distribution sont-elles liées ? Cherche-t-on à procéder à une première redistribution (en changeant l'accès au revenu obtenu, p. ex. par la réforme agraire), à une seconde redistribution (par des investissements parmi la population, p. ex. l'éducation universelle des adultes) et/ou à la troisième redistribution (par des transferts de consommation, p. ex. le système de la famille étendue ou la rémunération par l'Etat des sans-emploi) ? Comment s'assurer qu'il y a compatibilité entre la distribution et l'augmentation ? Et comment être sûr que le progrès peut se continuer au-delà des moindres nécessités ?

Sri Lanka est un cas bien approprié. Vers 1960 il avait réduit la pauvreté honteuse à pas plus du dixième de sa population, procuré en pratique l'éducation primaire et la santé à tous, combattu la malaria, élevé le pouvoir d'achat des pauvres (surtout en accordant une assistance en nourritures aux travailleurs et des approvisionnements en riz aux paysans), créé de solides organisations de travailleurs et de paysans ainsi que des partis politiques qui étaient, à un certain degré, accessibles aux travailleurs et aux paysans. Seulement, ce pays n'a pas accompli le développement des moyens de production appropriés à créer à partir de cette base — les pauvres n'y sont pas très pauvres par rapport aux types asiatique ou africain, mais, suite à un taux de chômage très élevé ils ne constatent pas davantage que les avances et transferts de consommation portent préjudice à la possibilité qu'à l'Etat de restructurer une économie très dépendante vis-à-vis de l'extérieur. Des élections libres organisées en 1977 amenèrent au pouvoir le gouvernement le

plus manipulé, tenacement grotesque, et ouvertement capitaliste que le Sri Lanka ait connu. Il a dérangé les subsides, le bien-être des pauvres, la participation des travailleurs et des paysans. Il a dérangé et non pas détruit — l'unanimité sociale du Sri Lanka ne permet pas cela — il n'a sans doute pas la maturité et un scénario plausible pour ce faire.

5.3. *Changer le mode de production* est une réponse à propos de laquelle il y a beaucoup à dire. C'est pourquoi l'Etat éprouve le besoin d'agir pour contre-balancer le secteur privé étranger et ses alliés locaux. Ce besoin devient d'autant plus urgent si la voie politico-économique doit être un Capitalisme d'Etat Africain, tout comme si elle doit être un Socialisme d'Etat Africain. (Je ne peux pas dire Socialisme Africain parce que ceux qui font usage de ce terme, p. ex. Senghor et l'élite kenyenne, ne parlent évidemment pas de Socialisme. Ceux qui ont réellement cherché à construire le socialisme en Afrique et un socialisme africain, p. ex. Boumediène, Cabral, Mondlane, Machel, Dos Santos, Nyerere, Jamal, Touré ont dû éviter ce terme, tout comme l'emploi par les Nazi de Socialisme National pour décrire le 3ème Reich a rendu cet adjectif inusité pour modifier le socialisme).

Mais, une fois de plus, la réponse est très partielle. La production reste un défi. Considérons le Mozambique dans ses efforts pour se tirer des ravages causés par la rupture avec les Portugais pour se remettre rapidement sur le chemin. Car ce problème touchant à la loi, à l'ordre et à la sécurité, de telle sorte que les paysans, les travailleurs et les familles puissent vivre est souvent un défi — considérons l'Angola harcelé par des insurgés armés et entraînés venus d'Afrique du Sud. La structure de production et de la productivité des besoins financiers des échanges étrangères demeure un problème. Prenons la Tanzanie, qui est capable d'atteindre une augmentation de 4 % par an pour la production alimentaire et un niveau élevé de 70% d'adultes alphabétisés, mais qui est minée par des lacunes dans ses ressources et sa production industrielle, qui exigent des importations dont les exportations actuelles peuvent financer le luxe. La distribution demeure un problème, même si le revenu immérité de la propriété est totalement ou en grande partie abolie. Considérons l'Algérie où les gérants et les ouvriers prospèrent, mais où le manque d'emploi gagne du terrain et beaucoup de

communautés de paysans reçoivent trois-quart de leur revenu des fonds accordés par la famille étendue, et seulement un quart de la stagnante et lente productivité pastorale ainsi que des opérations de récolte. La participation à la prise des décisions, et particulièrement la présence au lieu de travail reste un problème, tout comme le partage du pouvoir: la Yougoslavie par exemple, avec son système fédéral décentralisé, son parti plutôt ouvert et auto-critique, des conseils de travailleurs avec un pouvoir réel. Mais aussi avec des cycles périodiques d'une anarchie qui couve, et l'Etat qui se trouve dans un danger apparent de morcellement suivi d'une centralisation, d'un resserrement et d'une répression (répression qui n'est pas reconnue comme très sévère par les estimations mondiales) qui ronge ou plutôt vide le sens de beaucoup des structures de participation.

Chacune de ces identifications de forces, de causes signifie que le changement est juste, mais aussi partiel. Une synthèse n'est possible que dans un contexte spécifique — une intersection de l'histoire, de la capacité et de l'environnement. On ne peut que prescrire de façon plausible et, de façon plus critique, agir effectivement dans une situation, et de telles situations sont, par définition, uniques. Des principes généraux s'appliquent, mais ils doivent être énoncés et intégrés dans un corrélatif objectif d'un contexte bien particulier. L'économie politique en tant que discipline appliquée, l'est à propos des systèmes d'économie politique, et non pas à propos de modèles purement hypothétiques. T.S. Eliot a peut-être établi cela plus clairement que ne le font généralement les économistes :

Le présent et le passé

Se trouvent peut-être tous les deux dans le futur

Et le futur est contenu dans le passé

Le temps est toujours irrécupérable.

Ce qui aurait dû être est une abstraction

Qui ne reste qu'une possibilité perpétuelle

Dans un monde de spéculation

Ce qui aurait dû être et qui a été

Ne tend que vers une fin, qui est toujours dans le présent.

Ce qui est possible c'est le fait de changer le présent — et partant le futur — au milieu même des contraintes imposées par le passé et le présent

dans leur réalité. Cela est un processus de lutte, non pas dû au hasard, ni un processus d'une lutte aveugle. Il exige l'identification de ces problèmes qui sont immédiats, critiques et qu'on peut surmonter (les contradictions immédiates qui s'opposent, si vous préférez) ainsi que la victoire sur ces problèmes d'une façon qui éclaire celle qui permet d'aborder un autre groupe de problèmes (ou qui établit une nouvelle synthèse grâce à laquelle on puisse affronter des contradictions plus graves, si vous préférez).

6. QUELQUES EXIGENCES POUR UN SERIEUX PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT.

L'Etat doit être digne de foi. Il doit travailler selon les objectifs qu'il s'est assigné lui-même, et cela dans une voie acceptable pour les citoyens.

L'Etat doit être légitime, si on le considère comme ayant des responsabilités dans le bien-être d'une bonne partie des classes inférieures. Ceci est vrai même si l'on accepte (comme moi) l'avis selon lequel l'Etat est arène pour la lutte des classes, lutte à laquelle il participe. A moins que la plupart des sous-classes le reconnaissent comme ayant une part de responsabilité dans leur besoin, l'Etat n'aura aucune légitimité.

Si ces conditions ne sont pas remplies, aucune somme de slogans lancés ensemble ou de noms volés de héros morts pour renier les principes pour lesquels ils sont morts ne constituent un substitut. L'Etat doit être considéré comme capable d'agir et de réaliser au moins une partie de ce qu'il cherche à accomplir. Les gens doivent avoir la possibilité de mener leur vie, d'aller à leur service — dans les campagnes et dans les centres urbains — sans crainte. La loi et l'ordre ne constituent pas tout; leur absence est susceptible de donner la garantie qu'il n'y aura rien d'autre de valable.

Les priorités à l'usage des ressources doivent exister, elles doivent être considérées pour constituer un certain sens, enfin elles doivent être renforcées. Construire des monuments dans un bidonville sans un programme d'urbanisation ou de l'eau potable; ériger d'immenses centres de commerce international alors que le commerce périclité; installer de grandioses centrales de télécommunications pour un service de radio nationale qui pourrait ne pas fonctionner; construire de vastes et somptueux quartiers généraux pour des équipes qui sont supposées être les garantes de la discipline dans les finances

et aussi de la discipline personnelle — tout cela constitue une offense mortelle contre le besoin des priorités qui peuvent être considérées comme raisonnables sur le plan humain, et qui sont raisonnablement bien mises en pratique.

Abilité de se rendre compte que les besoins minimum des travailleurs et paysans sont satisfaits, que les ressources sont utilisées à l'une ou l'autre fin. Si des troupes, — surtout étrangères — non pas un acheteur pressé ou un distributeur de vivres rencontrent la famine, si des salaires minimum et éventuels sont si bas que personne ne puisse éventuellement en faire vivre sa famille, alors ce critère n'est pas rempli et l'Etat reste condamné à l'incapacité à réaliser même le développement du sous-développement. Cela était évidemment le cas au cours des dernières années pour l'Empire d'Ethiopie.

Les Niveaux des forces de production — la disponibilité et l'usage des ressources — doivent évoluer. Toute fin destinée au développement qu'elle soit d'ordre culturel ou de production, social ou politique, exige de véritables ressources.

Mais, au sein de cette évolution générale il doit y en avoir quelque autre des ressources particulières, et doit être tout à fait spécifique. Les degrés d'approvisionnement en nourriture et les revenus réels des paysans; la disponibilité des échanges avec l'extérieur en vue d'atteindre les véritables exigences de l'importation et hâter son indépendance qui résulte de ses propres efforts; les niveaux des revenus — pour payer aux fonctionnaires du gouvernement un salaire qui leur permette de vivre, rendre à la population les services de base (éducation, santé, eau, transport, logement): tout cela doit se développer, sinon les augmentations des moyens de production généraux ne peuvent pas mener au développement mais seulement à des îles sans consistance dans une baie de stagnation ou à un torrent de destruction.

La distribution doit reposer sur des priorités cohérentes et opérationnelles. Les dangers de dissipation des ressources, ceux qui consistent à permettre ce qui a commencé comme un développement prometteur et

énergique de couler dans le sable, comme le tout puissant fleuve Okovango qui se perd dans les marécages de son delta intérieur et qui va mourir dans les étendues arides du Kalahari, sont toujours présents.

Quelques monuments, un modeste système de sécurité (ou de répression), de hauts niveaux de vie réservés à une élite minime peuvent engloutir toutes les ressources qu'une pauvre économie périphérique pourrait autrement mobiliser pour le développement. En effet ces secteurs peuvent consommer plus que tous les autres et délivrer l'économie des mains de ses créanciers qui la tiennent ferme et de la mission de supervision du FMI (Fonds Monétaire International) qu'ils voudront envoyer, non pas pour accomplir le développement, ou même pour changer l'élite, mais plutôt pour s'assurer eux-mêmes de la réalisation de leurs projets.

C'est de la même façon aussi que les services rendus à la population et les approvisionnements en vivres peuvent consommer tout le surplus qui pourrait être réservé pour le développement — particulièrement si les moyennement riches ne sont pas réellement traqués mais assez effrayés pour les détourner des investissements pour la production à long terme. Cela pourrait être une voie plus aimable vers la stagnation — ce n'est pas une voie qui, à la fin, est conçue comme acceptable par les ouvriers, les paysans et les sans-emploi; les sans terre seraient les ouvriers et les paysans.

Ceci est un domaine où la crédibilité — celle de l'exemple — est vitale. Les politiciens et les hommes d'affaires joufflus (et peut-être tout simplement gros) qui font appel aux travailleurs pour serrer leurs ceintures n'apportent aucune crédibilité. Pas plus que ne le fait une équipe de contrôle financier — qu'elle vienne du Trésor, de la Banque Centrale ou du FMI — qui s'intéresse aux manuels scolaires, aux chaises et au transport public, pendant qu'elle développe un personnel aux appointements déjà trop élevés et qu'elle procède à l'installation de grands immeubles complexes pour leur procurer des bureaux spacieux. Ce qu'ils y font est si criard que personne ne peut ou n'ose écouter ce qu'ils disent.

Les priorités accordées aux allocations de ressources pour le développement sont évidentes (et, pour beaucoup, dures) — la consom-

mation des masses, les services généraux de base, l'investissement pour la production, la capacité d'une nation de faire usage et de créer les connaissances, les échanges extérieures et les revenus des taxes.

Les besoins fondamentaux de l'homme (au sens propre, il ne s'agit pas de "pain et cirques" ou de "manioc et football", termes chers à tout dictateur depuis les derniers empereurs romains jusqu'à présent, ni un matérialisme des variantes de la Banque Mondiale fondé sur une technocratie artificielle et émaciée de façon étrange) constituent le centre du développement et de tout système d'économie politique qui se proclame le garant du bien-être des hommes. Ces besoins sont assez facilement établis:

1. Les besoins de consommation des masses — nourriture, habillement, mobiliers, logement — plus un emploi/un travail personnel assez productif et largement bien payé pour chaque ménage pour satisfaire ces besoins par des moyens autres que ses propres économies;
2. Les services publics de base — éducation (particulièrement celle de tous les enfants et les adultes), les services de santé pour la prévention, et surtout ceux destinés à la guérison des maladies, de l'eau potable, le transport public, les communications, le droit à la culture (ex. les services ayant trait à l'agriculture);
3. La participation des ouvriers et paysans aux décisions qui les touchent dans leurs communautés de base et leurs lieux de travail, ainsi que — à travers des représentants qu'ils se sont choisis et qu'ils ont éduqués — leur intégration dans un organisme plus étendu et plus complexe de décisions au niveau national;
4. Un groupe d'institutions, d'infrastructure physique, de la capacité de mobilisation des surplus et des échanges avec l'extérieur qui sont capables d'engendrer le progrès aux niveaux des forces de production ou de celui de la disponibilité des ressources pour garantir les autres besoins de base des hommes.

Cela est facile à établir, mais dur à réaliser. Cependant dans la pauvre économie politique africaine du dernier quart du 20ème siècle, cela est susceptible d'être les objectifs nécessaires, (et sa réalisation partielle la condition préalable) pour la continuation d'un effort largement soutenu et pour une nécessité relative indispensable au développement de l'économie politique.

La consommation individuelle mériterait une mention plus grande.

Il faut un revenu pour assurer la vie de celui qui gagne le salaire le plus bas, celle du petit citadin qui se débrouille et enfin celle du paysan. Quand une catastrophe éclate — ce qui est une réalité périodique, particulièrement pour le paysan — l'Etat doit agir pour garantir la consommation. Ceci n'est pas impossible: la Tanzanie vient de le réaliser et s'est attachée à ce système durant les années 1974 — 77 en procédant à la distribution des vivres, en protégeant les paysans contre la sécheresse et en ajustant les salaires minimum de façon effective pour combattre la grande partie de la hausse des prix, pendant que le pouvoir d'achat du citoyen moyen baissait d'au moins un tiers.

La possibilité d'acheter est, de même, critique. Un paysan ne produira et ne vendra rien s'il constate qu'il ne pourra rien acheter avec son argent. Rien ne discrédite une économie politique autant qu'une incapacité prononcée à livrer les marchandises. C'est pour cela qu'en 1972 la Tanzanie révisa et restructura rapidement et complètement son secteur commercial, qui faillissait à sa mission de fournir des marchandises aux magasins, de façon sporadique dans les cités et endémique dans les milieux ruraux.

A moins que ces conditions soient remplies, la production connaîtra des difficultés. L'enseignant qui doit donner des cours supposés "supplémentaires" à ses élèves pour compléter son salaire, le dactylographe qui doit exiger une rémunération pour chaque page tapée, cela parce que son salaire ne lui permet que son déplacement vers son lieu de travail et retour, le réceptionniste du gouvernement qui demande un montant pour laisser entrer le visiteur dans le bureau du docteur ou dans celui de l'officier de patente parce que s'il ne le fait pas ses enfants vont crever de faim... Ces gens ne sont

pas mauvais; ils sont liés dans un système pathologique, mais bien sûr, leurs actions sont désastreuses pour la production. On ne peut pas non plus adresser des reproches au paysan s'il se retire du système monétaire lorsqu'il ne peut rien acheter avec son argent — peut-être parce qu'on a construit de grands immeubles destinés à abriter des bureaux, plutôt que de jeter des ponts ou de réparer des bateaux qui naviguent sur le fleuve — mais, lui aussi assure que la production va baisser, que la rareté des produits alimentaires va augmenter dans les milieux urbains, que l'unique série statistique qui monte de façon régulière ne sera qu'un coût honnête du niveau de vie dans les villes.

Les stimulants non matériels constituent une part intégrale des besoins essentiels des hommes et de politique de développement — particulièrement dans un pays très pauvre. Ils sont difficiles à intégrer dans des modèles et pas très sensibles aux généralisations. Ainsi les économistes tendent à les négliger, et cela ne les rend pas plus à propos.

Le nationalisme, la participation et l'égalitarisme constituent probablement les trois stimulants non matériels les plus généraux et les plus puissants. Les archives historiques ainsi que les limites aux stimulants matériels possibles suggèrent que les économistes devraient les prendre plus en considération dans leurs travaux.

La participation implique que l'on soit intégré dans le processus de prise de décisions, dans la société ainsi que dans des communautés de base plus étendues. Là où elle existe de façon effective et où elle est considérée comme étant authentique et non pas artificielle — il y a des résultats évidents d'efforts plus grands, une plus grande volonté à accepter les sacrifices, et partant, une plus grande production.

De la participation découle le sentiment patriotique. Lorsqu'Amin envahit la Tanzanie et massacra 10.000 âmes dans les environs de la Kagera, il y eut une réponse explosive à l'échelle nationale. Les travailleurs de Dar-es-Salaam — dans un territoire situé à sept-cents kilomètres de la frontière certains d'entre'eux avaient rendu des visites, et un plus petit nombre d'eux y avaient des parents — pleurèrent leurs frères et soeurs. A la suite de ce qu'ils virent de leur pays et des Forces de Défense de leur

population, ils exigèrent de "rapporter chez eux la tête du grand Serpent" pour que les horreurs de la Kagera ne se répétassent plus. Ils savaient et acceptaient que cette opération leur coûterait cher.

De même au tournant de l'année 1974-75, le Président Mwalimu Julius Nyerere (Ce titre honorifique signifie, de la façon la plus sérieuse, "maître", professeur, et est employé avec tout le sérieux et dans toute sa signification par les travailleurs et les paysans quand ils parlent du Président) dit à son peuple que deux échecs dans les récoltes avaient justifié l'usage de toutes les réserves fournies par l'étranger et l'emprunt de 600.000 tonnes de graines, dont le tiers était distribué en grande partie aux paysans plus durement frappés. Cela ne pouvait plus se faire, et s'il n'y avait pas de récoltes durant l'année 1975 il y aurait famine. Son peuple le crut. Chaque paysan planta plus, la plupart des familles riches ou pauvres installées dans les villes aménagèrent des jardins et établirent des bords pour les routes. Bien entendu, tout cela ne pouvait rien donner sans pluie, mais il est un fait que tout au long des années 1974-78 l'augmentation annuelle de la production alimentaire ne descendit pas en dessous de 5%, elle était en moyenne de 6% et en 1974-75 elle avait un excédent de 10%.

L'égalitarisme constitue l'autre face de la monnaie de participation. Une participation réelle n'est pas logique lorsqu'elle est appliquée avec une grande inégalité, surtout quand beaucoup de gens vivent dans une pauvreté abjecte. De même il n'y a pas moyen de réaliser un niveau décent minimum de biens et de services dans une économie très pauvre sans fixer un plafond sur ce que chacun gagne. De tels plafonds ne peuvent être ni renforcés ni soutenus sans une participation des ouvriers et des paysans, participation organisée au sein d'un parti des masses. En ma qualité de chrétien et de marxiste — ce qui, vus les deux cas, me fait passer plutôt pour un croyant original, bien que je ne sois pas l'unique — je crois qu'il y a une base éthique pour l'égalitarisme au-dessus de ceci, mais le présent point de l'économie consiste en ce que l'égalité est une condition nécessaire et un puissant stimulant pour le développement d'une économie qui repose sur de bas niveaux des moyens de production.

La balance extérieure — capacité d'obtenir des effets d'importations nécessaires à partir des bénéfices gagnés par l'économie à l'extérieur, ajouter à cela ce qu'elle peut s'attendre à emprunter ou à recevoir comme subventions sans vendre son amour-propre et sans hypothèse ses options de développement — la balance extérieure donc est critique. Il est certain que l'indépendance signifie la satisfaction de plus d'aspirations de la nation grâce à la production nationale. C'est sûr que beaucoup d'importations, par exemple des voitures Mercedes ou de Whisky ne sont pas indispensables. Mais cela prend du temps de changer les modes de production, et aucun système économique — sans parler d'un système africain quelconque — ne peut se développer sans l'apport de subsides.

Echouer en définitive dans la réalisation de la balance extérieure signifie se livrer entre les mains de ses créanciers. Ceux-ci ne peuvent pas — et encore moins ne se soucient — réaliser le développement économique de leurs débiteurs. Leur mot d'ordre consiste à rebrousser chemin, à réduire, et non pas à développer et à remettre quelque chose sur une voie équilibrée.

La balance interne — égalité des régimes et des disponibilités — est critique. Il n'est pas nécessaire d'être un financier pour faire comprendre aux gens qu'une inflation incontrôlée et galopante nuit profondément à l'Etat, qu'elle est d'une violence destructrice pour l'édifice social et qu'elle rabaisse brutalement les pauvres. Personne ne sait où ils sont. Les statistiques établies en termes financiers n'ont pas de sens au moment où elles sont établies. Les statistiques physiques ne peuvent pas être rassemblées parce que l'argent n'est plus raisonnablement un dénominateur commun stable.

Les pauvres — celui qui touche le salaire le plus bas, le paysan qui vend une récolte pour l'exportation, le petit fonctionnaire, le débrouillard de la ville, les chômeurs et les sans-logis — subissent les charges les plus lourdes. Une exigence financière brusque est un désastre — la réserve constituée malgré lui (désastre) a baissé du dixième de ce qu'elle était une fois pour le pouvoir d'achat, lorsque le besoin d'en faire usage se fait sentir. Les pauvres constatent aussi que les riches et ceux qui ont de bonnes situations peuvent se mettre à l'abri de l'inflation, c.à.d. qu'ils peuvent emprunter et

rembourser en monnaie dévaluée, pratiquer la contre-bande des articles de luxe et se constituer une petite ou grande fortune sur la hausse des prix. "Sauve qui peut !" devient la devise dans une lutte farouche pour la survie.

7. QUE FAIRE ?

Le but premier de la connaissance de la réalité actuelle est d'acquérir le pouvoir de la (réalité) changer. L'économie ne constitue pas une exception. C'est pourquoi la question "Que faire" est toujours légitime à l'égard de l'économie.

La réponse en dépend du temps, de l'endroit et des gens. Aucun conférencier de l'extérieur ou en qualité de visiteur ne peut vous répondre ou y répondre à votre place. Les seules personnes qui sont concernées en premier lieu et au plus haut point par la santé et le développement d'une économie nationale ne sont que les citoyens de la nation en question.

Cependant, quiconque peut soulever certaines questions qui nécessitent des réponses:

1. Les exigences (du développement — ou du développement dépendant) sont-elles largement satisfaites ? Si elles le sont, comment peut-on procéder au sein du système économique national ?
2. Si certaines exigences n'ont pas trouvé satisfaction — mais que beaucoup ont été remplies, comment changer le système pour les remplir toutes ?
3. Si la plupart ou toutes les conditions ne sont pas remplies, comment peut-on changer le système et le changer par un autre ?

Chaque réponse implique la lutte, le sacrifice et un travail acharné. Le cours de la lutte et du travail va être jalonné de déconvenues, et souvent de longues périodes de doute quant à la réalisation ou la durabilité d'un succès même partiel. La réponse facile à adopter est une contribution, non pas tellement au statu quo — les économies sont toujours dans un processus et un changement continu selon un modèle qui ne change pas — comme aux forces qui contribuent à l'établissement du plus mauvais processus, qui est la voie de désintégration. Comme l'a déclaré à Londres le Haut Commissaire Tanzanien, Ndugu Nsekela, "Personne n'est un spectateur innocent".

Parmi les chances de réussite — le réalisme si vous voulez — dans la lutte pour l'économie de développement, et parmi les occasions qui — même dans des circonstances défavorables — existent pour ce faire, je ne peux citer que ma propre expérience acquise dans le travail solidaire avec le Mouvement de Libération de la Namibie, ainsi que celle que j'ai en tant que employé en Tanzanie.

La SWAPO — le Mouvement de Libération de la Namibie — a découvert la valeur qu'il y a à examiner les exigences du développement de l'économie, à insister sur les changements structurels et institutionnels nécessaires, à rassembler des informations et des notes ayant trait à la politique. Ce mouvement a mis un accent particulier sur l'éducation et les services de formation des Namibiennes et Namubiens pour qu'à l'avenir les connaissances, la consécration, la petite expérience qui permettra de construire une économie nationale de libération et de développement, puissent exister.

Ceci est dans un contexte de lutte armée et diplomatique, lutte menée par un mouvement qui a beaucoup d'exigences et peu de ressources, à un moment où la date et la voie pour construire un Etat légitime ainsi qu'un système politique sont obscures. Les dirigeants de la SWAPO sont d'accord avec cette affirmation du Président Samora Machel du Mozambique :

“Le premier jour de notre libération politique est le premier jour d'une lutte plus longue et plus ardue pour la libération de notre économie”.

C'est pourquoi la SWAPO a procédé au sondage, aux exigences et à la planification de la nature de l'économie de libération, ainsi qu'à l'éducation de ceux qui seront nécessaires pour mener à bien cette économie, et tout cela constitue les priorités d'aujourd'hui.

Le contexte de la Tanzanie est différent. La deuxième décade de l'indépendance touche à sa fin; voilà plus d'une dizaine d'années depuis l'instauration d'un Parti d'une stratégie de base pour une économie tanzanienne de développement, dans la Déclaration d'Arusha. Les résultats démontrent ce qui peut être accompli par un Parti légitime et l'Etat sous une

direction accordée essentiellement par, et réservée au bien-être des travailleurs et paysans de façon individuelle, par classes sociales et sur le plan de la nation. Ils démontrent également l'importance qu'il y a à continuer d'essayer en dépit de déboires partiels et d'une auto-estimation critique. Tout comme le Ministre des Finances du Mozambique, Mr. Rui Baltazar Santos, ils croient qu'"ils doivent affronter leurs erreurs pour ne pas avoir à les répéter". De même l'expérience de la Tanzanie démontre le besoin qu'il y a à croire que l'indépendance est possible même si sa recherche exige une confrontation avec les principaux fournisseurs d'assistance et les firmes étrangères qui étaient auparavant supposées être indispensables.

Lorsque ces conditions sont remplies, il devient possible — comme l'a fait la Tanzanie — de faire des bénéfices, de les faire même dans un contexte extérieur défavorable et avec l'une des économies les plus pauvres du monde. La Tanzanie n'est pas encore indépendante (économiquement), ni socialiste ni, de façon irréversible dans une voie de développement autonome. Mais elle a déjà fait des pas substantiels dans la transition vers chacun de ces trois stades. La lutte, le sacrifice et le dur travail obstiné de son peuple sont en train de recevoir leur récompense sur le plan social et matériel, aussi bien que sur le plan politique et celui de l'amour-propre — les Tanzaniens ne sont pas vaincus, ils ont continué à essayer.

Lutte et Liberté : Un Voyage Projeté.

La lutte pour le développement de l'économie est une partie de la lutte pour la justice sociale et pour l'épanouissement complet de chaque individu, ainsi que pour les relations sociales entre les hommes. La finalité, le sujet, la justification du développement, ce sont les hommes et les femmes en tant que personnes et communautés humaines.

La dialectique marxiste ainsi que la Bible (chrétienne) avancent toutes les deux que la lutte est continue. Chaque victoire est une limite qui soulève de nouveaux problèmes. Mais, de la même façon chaque défaite est limitée et présente certaines possibilités pour la mettre en réserve.

La liberté est l'explication juste de la nécessité. Maintenir la lutte pour le développement de l'économie est une nécessité de et pour notre propre humanité ainsi que celle de nos semblables. La défaite dans la recherche de notre liberté pour mener cette lutte est certaine à un degré: nous n'atteindrons pas la perfection. A un autre niveau, la défaite est encore probable, facile; un progrès régulier n'est pas typique dans l'histoire (que ce soit celle du passé, du présent ou du futur).

Mais une telle défaite est toujours ambiguë. C'est Vendredi Saint aujourd'hui. Comme un acte immédiat de la lutte, la crucifixion a marqué un échec évident. Même les disciples l'ont interprété comme cela. En tant que partie d'un processus continu, elle a été, et est encore, pour des millions d'êtres humains une affirmation de la possibilité de vaincre, un symbole de triomphe, un appel à l'action.

C'est pourquoi, en guise de conclusion et de salut, mon message tiré de la philosophie classique de l'Inde et appliqué pour la première fois sur un champ de bataille est le suivant :

Ce n'est pas un au-revoir

Les voyageurs n'effectuent pas une tournée prospère

Mais ils mènent une lutte projetée.

Lecture ouverte
Faculté des Sciences Economiques
Université Nationale du Zaïre / Kinshasa

Vendredi Saint 1979.